cas de la mort, au dit Secrétaire, et il est par le présent requis d'accorder à tel Etranger un nouveau certificat *gratis*, lequel aura la même force et effet que le certificat ainsi perdu, adiré ou détruit.

XXII. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, qu'en tous cas concernant l'exécution de cet Acte, lorsqu'aucune question s'élevera, si aucune personne est ou n'est pas un Etranger né, ou n'a pas obtenu des Lettres Patentes de dénaturalisation, ou n'a pas été naturalisé par Acte de Parlement, ou n'est pas un Sujet de Sa Majesté, devenu tel par la conquête ou cession de la Province du Canada, ou si tel Etranger est arrivé ou n'est pas arrivé dans cette Province le ou avant le premier jour de Mai, mil sept cent quatrevingt-douze, ou s'il est ou n'est pas un serviteur domestique, tel que ci-devant mentionné; la preuve d'être naturellement né sujet de sa Majesté, ses Hoirs et Successeurs, ou d'être un Dénizen (sujet comme susdit) par Lettres Patentes ou de naturalisation par Acte de Parlement, ou d'être un Sujet de Sa Majesté, devenu tel par la conquête ou cession de la Province du Canada, ou d'être arrivé dans cette Province, le ou avant le premier jour de Mai, mil sept cent quatrevingt-douze, ou d'être un serviteur domestique, tel que par le présent mentionné, telle preuve demeurera à la charge de la personne, touchant laquelle telle question sera ainsi élevée.

Dans toutes questions, si la personne est ou n'est pas étrangère, l'onus probandi restera à la charge de la personne sur laquelle la question s'est élevée.

XXIII. Et qu'il soit de plus statué par la susdite autorité, qu'il sera et pourra être licite à aucun Juge de Paix, devant qui aucunes pénalités pécuniaires seront recouvrables en conséquence de cet Acte, en cas qu'icelles ne soient pas immédiatement payées, de décerner et émaner un ordre de *distress* ou saisie mobilière respectivement, pour lever telles pénalités pécuniaires des meubles et effets d'aucun offenseur ou offenseurs, et de faire vendre tels meubles et effets, si elles ne sont pas déchargées dans quatorze jours, rëndant à tel offenseur ou offenseurs le surplus (si aucun il y a) et en cas de satisfaction insuffisante, d'emprisonner la partie offensante jusqu'à ce qu'entière satisfaction soit faite; et que, si les parties ou aucune d'elles se croient lésées par aucun jugement ou ordre donné ou fait par aucun Juge de Paix agissant en conséquence de cet Acte, touchant aucune pénalité pécuniaire ayant rapport à icelui, il sera et pourra être licite à et pour telle personne ou personnes, d'en appeler aux Juges assemblés à la prochaine Session Générale ou de Quartier, qui sera tenue pour le District dans lequel tel jugement ou ordre aura été donné; lesquels Juges détermineront définitivement l'Appel; et aucun ordre de *Certiorari* ne sera alloué pour déplacer les procédés des dits Juges, touchant les susdites pénalités pécuniaires, à moins qu'elles n'excèdent dix Livres.

Pénalité à être levée sur les biens du contrevenant, au défaut de biens il pourra être emprisonné.

Appel alloué à la Session de quartier.

Aucun ordre de *certiorari* ne sera alloué.

XXIV. Pourvu toujours, et il est par le présent statué de plus, que la partie ou les parties ainsi appellant comme ci-devant dit, donnera ou donneront avertissement par écrit, dans l'espace de six jours au moins avant que telle Session soit tenue comme ci-devant dit, à l'autre partie ou autres parties, de son ou leur inten-

La partie appelante donnera notice.